

## **Palestine : la situation dans la bande de Gaza**

*Le texte qui suit n'est pas issu d'un des mouvements de soutien au peuple palestinien ; il s'agit d'une note éditée par le très officiel « bureau de la coordination des affaires humanitaires » de l'Organisation des Nations Unies.*

**Le blocus de Gaza est une négation des droits de l'Homme les plus élémentaires, en violation du droit international et constitue une punition collective.** Le blocus limite grandement les importations et exportations ainsi que la circulation des personnes de et vers Gaza ainsi que l'accès aux terres agricoles et aux zones de pêche. Les habitants de Gaza ne sont pas capables de subvenir aux besoins de leurs familles, la qualité des infrastructures et des services essentiels s'est détérioré.

**Les mesures prises en juin 2010 pour alléger le blocus ont eu peu d'effet sur la situation humanitaire.** Si les importations ont augmenté (elles ne représentent que 45% de ce qui entrait en 2007), elles sont fortement limitées et ne concernent que des produits agricoles pour l'Europe. Les hommes d'affaire de Gaza ne peuvent avoir accès à leurs marchés traditionnels de Cisjordanie et d'Israël. L'accès aux terres et à la mer reste grandement limité.

Si Israël a approuvé une série de projets d'infrastructure dont l'objectif était d'améliorer les services de santé, d'éducation ou d'assainissement, peu de ces projets ont été mis en place. **Ceci est principalement dû au processus lourd et complexe et aux difficultés rencontrées dans l'importation de matériel.** Cela veut dire que les habitants de Gaza n'ont pas vu de réelle amélioration de leurs services de base.

**Des milliers de personnes, dont beaucoup d'enfants, risquent chaque jour leur vie, dans la contrebande par les tunnels sous la frontière égyptienne.** L'industrie, prospère, des tunnels est une conséquence directe des restrictions actuelles sur les matériaux de construction, le manque de perspectives sur le marché du travail et les immenses besoins en reconstruction dans Gaza.

**Les habitants de Gaza restent isolés, coupés du reste du territoire palestinien occupé.** La circulation par Erez est interdite pour la grande majorité des habitants, en dépit des promesses d'alléger les interdictions. Le passage de Rafah de et vers l'Égypte reste limité à 500 personnes par jour, des centaines de Palestiniens sont interdits de sortie chaque semaine.

### **Chiffres clés**

- **1,6 millions** de personnes vivent dans la bande de Gaza, **50%** d'entre elles ont moins de 18 ans.
- **38 %** des habitants de Gaza vivent dans la pauvreté
- **31%** de la population active est au chômage
- **47%** des jeunes sont au chômage
- **54%** des habitants de Gaza vivent dans une situation d'insécurité alimentaire et plus de **75%** dépendent de l'aide internationale
- Le rendement économique est en baisse de **20%**
- **35%** des terres agricoles de Gaza, et **85%** des zones de pêche sont totalement ou partiellement inaccessibles en raison des mesures militaires israéliennes.
- Entre **50 et 80 millions** d'eaux usées (ou partiellement traitées) sont reversés dans la mer chaque jour.
- Plus de **90%** de l'eau provenant de l'aquifère de la bande de Gaza est non potable
- **85%** des écoles de Gaza fonctionnent sur une base de deux à trois cycles par jour
- Depuis début 2010, **59** Palestiniens ont été tués dans les tunnels, dont **5** enfants. **115** ont été blessés.
- Le principal passage pour les Palestiniens dans et vers Gaza à Rafah reste limité à **500** personnes par jour.

## **Palestine : la flottille pour Gaza a relancé un débat public**

Les gouvernements européens ont cédé à la scandaleuse pression du pouvoir israélien, l'Union Européenne s'est réfugiée dans un silence complice, le « *Dignité Al Karama* » a été victime d'un acte de piraterie de l'armée israélienne et arraisonné au large de Gaza, les bateaux de la flottille internationale de solidarité avec Gaza n'ont donc pu atteindre le but initial : rompre le blocus. La campagne unitaire n'a pas été vaine : d'une part, le travail se poursuit pour relancer des initiatives, d'autre part **ce qui s'est passé ces dernières semaines a permis de relancer un débat public sur la situation en Palestine.** L'Union syndicale Solidaires est pleinement impliquée : présence à bord d'un des bateaux d'une camarade du Secrétariat national, communiqués de soutien, adresse au Ministre des transports suite aux opérations menées contre les bateaux et aux inadmissibles refoulements de passagers dans les aéroports, participation aux rassemblements et autres initiatives unitaires

## Belgique : « si vous continuez, l'austérité se règlera à coup de pavé »

Depuis avril 2010, la Belgique vit avec un gouvernement intérimaire. Ce communiqué des Jeunes FGFB fait écho à la dernière tentative d'en former un, celle menée par le président du Parti Socialiste, Di Rupo (nommé dans ce texte « le formateur », en relation avec la tâche à laquelle il a d'ailleurs renoncé depuis).

« **Si vous continuez, l'austérité se règlera à coup de pavé** »... Vu la situation actuelle, ce slogan risque de devenir un refrain. Coupes sèches dans les droits sociaux, encore plus de cadeaux fiscaux aux employeurs, maintien des plus âgés dans l'emploi,... Pas étonnant que les premiers à se prononcer positivement soient les partis de droite et le patronat.

...Les jeunes travailleurs débutent leur vie professionnelle dans un contexte de crise créée par le système capitaliste. En Belgique, il y a environ 680.000 chômeurs pour 105.000 emplois disponibles. La création de 250.000 emplois (Comment ? De quelle qualité ?) ne facilitera pas l'obtention d'un emploi pour tous... La diminution sur le long terme des allocations de chômage et une intensification de la chasse aux chômeurs ne feront qu'accroître la pression sur les travailleurs. Les rares emplois disponibles pour tous les travailleurs seront de plus en plus précaires... Si la pension légale de nos aînés est trop basse, ils ne quitteront jamais leur emploi pour laisser la place aux plus jeunes. L'augmentation du salaire minimum, y compris celui des moins de 21 ans, sera à négocier entre les interlocuteurs sociaux, mais avec quelle contrepartie ? Cela fait 6 ans que la FGFB se bat pour supprimer cette discrimination salariale ! Offrir des réductions de cotisations sociales aux employeurs, soutenir le capital et donner seulement 250€ net aux travailleurs ? Miser sur le salaire net au lieu du salaire brut, c'est ce que les gouvernements précédents ont fait pour vider les caisses de l'Etat au profit des employeurs ...

Les solutions progressistes existent, alors ayez le courage de les appliquer ! Les Jeunes FGFB ne veulent pas plus de policiers dans la rue, nous ne voulons pas être la jeunesse d'un pays égoïste qui ne veut pas aider les travailleurs des autres peuples, nous ne voulons pas que nos aînés crèvent dans leur emploi avant de prendre une pension bien méritée, nous ne voulons pas être instrumentalisés dans un pays où les travailleurs sont en concurrence, nous ne voulons pas être la génération sacrifiée sur l'autel de la compétitivité et du capitalisme.

Les Jeunes FGFB lancent un appel aux partis progressistes, pour qu'ils aient le courage de refuser cette note déséquilibrée et qu'ils se libèrent des chaînes imposées par les dérives antidémocratiques d'une Europe de l'austérité permanente. **Ayez le courage de dire non au massacre social !**

[www.jeunes-fgfb.be](http://www.jeunes-fgfb.be)

En janvier 2011, réagissant alors à une tentative de gouvernement de droite, les Jeunes FGFB s'étaient déjà clairement exprimé...

**Si pour créer un gouvernement à tout prix, on doit subir une attaque frontale** contre la solidarité entre tous les travailleurs avec ou sans emploi, des brèches importantes dans le caractère universel de la Sécurité sociale, une concurrence fiscale entre les Régions qui réduira à terme le budget et donc la qualité de nos services publics, une guéguerre entre les Régions pour savoir qui chassera le plus efficacement les chômeurs et en exclura le plus grand nombre... Alors... **Les Jeunes FGFB préfèrent ne pas avoir de gouvernement !** Le long et pathétique cheminement de ces négociations ne doit pas nous faire oublier le plus important : **avoir un gouvernement n'est pas une fin en soi !**

Que le « ouf » de soulagement qui pourrait nous échapper après la création d'un gouvernement ne masque pas la réalité : l'austérité qu'on nous prépare dégage une odeur nauséabonde ! A choisir, mieux vaut pas de gouvernement qu'un gouvernement de m... Mais s'il en faut vraiment un, autant qu'il se donne des missions d'utilité publique ! Tant qu'à faire de la politique, autant que ça ne serve pas qu'à appliquer les décisions d'agences de notation dépourvues de toute légitimité... Les Jeunes FGFB proposent (avec ou sans gouvernement, ça va sans dire) :

- ➔ Le non paiement de la dette. Pas de remboursement de la dette = pas d'austérité ! Si les agences de notation, adeptes de la prise d'otage financière, veulent absolument une réaction, on peut leur expliquer le concept de démocratie représentative !
- ➔ La revalorisation d'une sécurité sociale solidaire. Il est hors de question que quelques pathétiques nombrilistes à la solde des patrons touchent à une seule particule de la Sécurité sociale.
- ➔ Le refinancement des services publics, l'arrêt des privatisations et le retour de services essentiels dans le giron public (énergie, télécommunications, etc.)
- ➔ La gratuité de l'enseignement supérieur. Non à la marchandisation de l'enseignement, oui à un accès universel aux études !
- ➔ La création massive de postes de travail pour arriver au plein emploi.

On entend déjà les « *Vous êtes gentils, les jeunes, mais tout n'est pas si simple... Où trouverez-vous l'argent pour financer tout ça?* »... Nous proposons ces quelques mesures :

1. En ne remboursant pas la dette (ou en ré-étalant les remboursements), on évite directement ou on reporte des coupes de plusieurs milliards dans les budgets publics.
2. En réduisant collectivement le temps de travail, en embauchant de manière compensatoire, on réduit le taux de chômage et on assure ainsi un refinancement automatique de la Sécu.
3. En luttant contre la fraude fiscale, on jette les bases d'un refinancement des services publics.

Nous exigeons de permettre au plus grand nombre de réfléchir à la pertinence de l'équation « gouvernement = bonheur » que les médias nous présentent sans relâche. La jeunesse grecque, italienne ou espagnole pourra vous expliquer en long et en large à quel point il est magnifique d'avoir un gouvernement actuellement... Les jeunes (et moins jeunes aussi, d'ailleurs) peuvent à tout moment se lever et dire non ! **Dans les trois langues officielles, car c'est par la lutte unie qu'il nous faudra répondre aux mesquineries de clocher et de porte-monnaie.**

## Egypte : campagne unitaire pour la défense des libertés

Plusieurs organisations syndicales, associatives, politiques d'Egypte lancent une campagne « **Oui au droit de grève, d'occupation et de manifestation ... Non aux procès militaires et civils des ouvriers et paysans** ». Nous reprenons ici le premier communiqué, du 4 juillet :

Dans une démarche que le système déchu de Moubarak n'a pas osé entreprendre, le Conseil des ministres a promulgué, avec l'accord du Conseil militaire, un décret-loi pénalisant les protestations de nature à interrompre l'activité économique. **Le tribunal militaire a promulgué la première peine d'un an de prison avec sursis contre 5 travailleurs employés de la Compagnie Petrojet, tandis que 5 autres salariés de la Compagnie du Canal de Suez ont été transférés au parquet militaire.** De nombreux autres travailleurs subissent des sanctions disciplinaires et sont soumis à des poursuites judiciaires pour avoir exercé leur droit de grève : deux des participants à la grève des médecins ont été transférés au parquet; 6 des paysans, travailleurs et étudiants à l'université d'Al Azhar manifestant pacifiquement devant le Parlement, n'ont été libérés que sous la pression des mouvements de jeunes, qui ont manifesté devant le Parquet pendant la plaidoirie des avocats.

**Ces mesures contre le droit de grève légalisent la loi du plus fort au détriment de la force du droit.** Les pressions nationales et internationales avaient contraint le régime de Moubarak à renoncer à faire condamner des grévistes par les tribunaux, malgré les restrictions légales imposées par le code unifié du travail en 2003, et à se limiter aux sanctions administratives contre les dirigeants de lutte, tantôt licenciés et tantôt déplacés. Aujourd'hui, c'est au nom de la « défense de la révolution » et de la « protection de l'économie du pays contre les revendications catégorielles », qu'est violé le droit des salariés à utiliser les moyens de pression pacifiques pour améliorer leurs conditions de travail !

Cinq salariés vacataires de la compagnie Petrojet ont été condamnés à un an avec sursis pour « obstacle au travail dans une entreprise publique », après avoir arrêtés par police militaire au milieu de 300 de leurs camarades qui réclamaient, devant le ministère du pétrole, l'embauche définitive promise précédemment. **Qui devrait être jugé : ceux qui ne tiennent pas leurs engagements ou ceux qui les réclament ?** Il en va de même pour les salariés de la Compagnie du canal de Suez : quatre d'entre eux ont été arrêtés et deux sont recherchés par la police, pour avoir participé à l'occupation par plusieurs milliers d'employés des 7 filiales de la Compagnie, pour l'application des augmentations des salaires de l'accord signé en présence du ministre du travail, du gouverneur militaire de Ismailiya et du président de la Compagnie. Une fois de plus, les salariés sont transférés au parquet militaire, et l'accord conclu n'est pas mis en œuvre.

**Les signataires de cette déclaration refusent le décret-loi pénalisant les protestations sociales et économiques,** pour sa violation des libertés et de la déclaration constitutionnelle du 30 mars 2011, qui garantit les droits des travailleurs. Nous nous opposons à ce décret-loi injuste qui veut faire taire les salariés en particulier et les pauvres en général, qui rappellent sans cesse que la justice sociale est au cœur des revendications de la noble Révolution égyptienne, et que tous les Égyptiens, sans discrimination, ont le droit de s'exprimer pour défendre leurs droits. Nous exigeons :

1. le jugement des assassins des martyrs de la révolution.
2. l'abrogation de la loi interdisant la grève.
3. la libération immédiate des salariés de la Compagnie du canal de Suez et la satisfaction de toutes leurs revendications.
4. l'annulation des peines prononcées contre 5 salariés de Petrojet.
5. l'embauche définitive de tous les vacataires.
6. le renvoi des présidents et membres des conseils d'administration des sociétés, agences et banques, qui se sont enrichis en détournant des fonds publics.
7. l'annulation des sanctions administratives contre les salariés dirigeants de lutte qui ont dénoncé leurs pratiques.
8. l'instauration d'un salaire minimum légal, fonction du prix des biens et services et du nombre moyen de personnes à charge, qui garantisse une vie digne aux familles de salariés, ainsi qu'un salaire maximum légal, afin de réduire les inégalités.
9. la liberté de constituer des syndicats indépendants.
10. limiter dans le code du travail le pouvoir de licenciement de l'employeur et ce qui est contraire à la stabilité de la relation de travail et la sécurité de l'emploi.

### Signataires :

- Syndicat général indépendant des employés des impôts fonciers
- Syndicat indépendant des employés des minoteries du Sud du Caire et de Guiza
- Syndicat indépendant des employés du ministère du travail à Guiza
- Syndicat indépendant des employés de la société égyptienne des médicaments
- Les employés de Petrojet
- Les employés de la Filature de Al Mahalla
- Mouvement des Jeunes pour la Justice et la liberté
- Mouvement Participation
- Ligue des Jeunes progressistes de la Révolution
- Coalition des Révolutionnaires du Lotus
- Mouvement des Égyptiens libres
- Centre égyptien des droits économiques et sociaux
- Centre Hichem Moubarak pour la loi
- Centre des services syndicaux et des travailleurs
- Organisation arabe de soutien à la société civile
- Fondation Femme Nouvelle
- Centre des études socialistes
- Parti de la coalition populaire socialiste
- Parti démocratique des travailleurs
- Parti communiste égyptien
- Parti du Front démocratique
- Troupe Iskandrila

[www.egyptesolidarite.wordpress.com](http://www.egyptesolidarite.wordpress.com)

## Solidarité internationale : le bulletin d'été du CEDETIM

Sélections d'articles parus depuis avril, le bulletin d'été du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale est disponible ; comme d'habitude, il comprend de nombreux documents intéressants, à propos de toutes les régions du globe !

[www.reseau-ipam.org/spip.php?article2474&bulletin\\_numero=005](http://www.reseau-ipam.org/spip.php?article2474&bulletin_numero=005)



## Kazakhstan : solidarité avec les travailleurs du pétrole en grève

Solidaires a fait part de son soutien aux grévistes de l'entreprise de QarazhanbasMunai JSC, filiale de la compagnie nationale KazMunaiGaz (gaz et pétrole). Le conflit a débuté en novembre 2010 et porte sur des revendications salariales. Le secrétaire du syndicat soutenant le patronat, les militant-e-s ont décidé de le remplacer ; dès lors, une très forte répression (y compris par la violence physique) s'est abattue sur eux, avec la complicité de la police.

Le 9 mai, 1400 travailleurs/ses entamaient une grève de la faim. 4500 enchaînaient en se mettant en grève à compter du 17 mai. **La plupart des grévistes de la faim furent licencié-e-s et la grève déclarée illégale.** Le patron a demandé aux autorités de poursuivre l'avocate du syndicat pour incitation à la haine sociale ! Son appartement a été fouillé par la police qui a saisi ses ordinateurs et ses dossiers. Des dizaines de militant-e-s sont également poursuivis pour offenses administratives. Le 22 mai, des ouvriers de OzenMunaiGaz, solidaires, ont aussi entamé une grève de la faim. Le lendemain, 8000 collègues cessaient le travail. Ces mouvements ont ensuite touché d'autres entreprises. Partout la réponse est la même : menaces, violences et licenciements. La solidarité internationale n'en est que plus indispensable...

## Inter-collectif de solidarité avec les peuples arabes en lutte

Les collectifs qui se sont créés pour soutenir les révoltes populaires dans plusieurs pays (Tunisie, Maroc, Syrie, Bahreïn, Egypte, etc.) se sont rassemblés, avec les associations, syndicats et organisations politiques qui soutiennent, dans un **inter-collectif** qui se réunit toutes les deux semaines ; c'est un lieu unitaire dans lequel l'Union syndicale Solidaires doit prendre toute sa place. Nous relayons régulièrement les informations qui en sont issues. L'inter-collectif appelle à :

- Exprimer sa **solidarité avec les revendications dont sont porteurs les soulèvements révolutionnaires de tous les peuples de la région.**
- Exprimer soutien à la résistance palestinienne, et condamnation du blocus de Gaza
- Condamner les violences, crimes, meurtres ou massacres de masse de populations civiles commis par les régimes dictatoriaux de Kadhafi et d'El Assad, ainsi que les arrestations arbitraires et la répression des manifestations au Bahreïn, au Yémen, en Algérie et ailleurs.
- Condamner et mobiliser contre les logiques de guerre, l'ingérence des puissances occidentales, de leurs alliés, et de l'OTAN; pour le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Libye, de la Syrie et d'ailleurs; pour une médiation internationale dans l'intérêt de tous les peuples de la région.
- Dénoncer l'amalgame « révoltes arabes = invasion migratoire » – qui favorise la montée politique des thèses racistes de l'extrême-droite – et les remises en cause aggravées et illégales de la liberté de circulation.
- Exiger l'accueil et la protection des migrants et des réfugiés, le respect des droits des migrants garantis par les lois et traités internationaux notamment par l'UE, la France et l'Italie.
- Réclamer une solidarité politique et économique accrue avec les peuples du monde arabe, à commencer par l'annulation de la dette (Tunisie, Egypte...)

[www.facebook.com/pages/Intercollectif-de-solidarit%C3%A9-avec-les-luttes-des-peuples-du-monde-arabe/121147407964720](http://www.facebook.com/pages/Intercollectif-de-solidarit%C3%A9-avec-les-luttes-des-peuples-du-monde-arabe/121147407964720)



## Afriques 21 : le numéro 4 est sorti, abonnez-vous !

Le dossier est consacré à l'immigration en France. Des camarades de Solidaires ont fourni des articles (grève des sans-papiers, réseau Rail sans frontière), on y trouve aussi des sujets sur la Tunisie (chômeurs/ses diplômé-e-s), Algérie (syndicalisme indépendant), Maroc (mouvement du 20 février), la grève en Afrique du sud, etc.

Réalisée par des militant-e-s de diverses organisations et mouvements (dont l'Union syndicale Solidaires), **cette revue est un outil d'échanges et d'informations, pour mutualiser les expériences alternatives et relayer les luttes sociales africaines.**

[www.afriques21.org](http://www.afriques21.org)



## Mexique : Samsung couvre des agissements inqualifiables

Madaí Díaz Rodríguez, Sandra Gómez, Lourdes Zamora et Elvira Orozco travaillaient à la cuisine de l'entreprise de bâtiment *Ingeniería Civil*, sous-traitante de la transnationale *Samsung*. Elles sont en grève de la faim suite à leur licenciement abusif et aux multiples actes de violence, de harcèlement et autres agressions dont elles ont été l'objet de la part de l'entreprise. Après de nombreuses autres actions, elles sont maintenant **en grève de la faim et se sont cousues les lèvres** ; Madaí a manifesté sa décision de s'immoler par le feu au cas où justice ne serait pas enfin faite. L'Union syndicale Solidaires a répondu à l'appel à la solidarité internationale, pour que cesse immédiatement cette situation tragique.

En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>